



Revue de presse

28 août 2015

L'incendie des caveaux royaux situés à Ambohidratrimo et les actes de banditisme survenus dans le Sud du pays sonnent comme des « actes de déstabilisation », selon les propres termes utilisés par le Président de la République et le Premier ministre. Si en public, les deux hommes forts parlent d'une même voix à propos de ces phénomènes, ils ne partagent pas les mêmes avis quand on aborde la question sur un éventuel remaniement gouvernemental. Du bruit émerge en coulisses selon lequel le Mémoire de stabilité initié par le Chef de l'Etat et signé par 90 parlementaires mettrait fin au mandat du Gouvernement actuel.

### Processus électoral

#### COMMUNALES ET MUNICIPALES : LES ENTITES DE LA SOCIETE CIVILE VONT UNIR LEUR VOIX

Une pléiade d'entités de la société civile rendra public ce jour, une déclaration dans laquelle elle donnera son évaluation à la suite des élections communales du 31 juillet dernier. L'Observatoire de la Vie Publique, le Groupe des Experts nationaux, le Centre Développement et éthique, le KMF-CNOE et le Liberty 32 ont donné rendez-vous aux journalistes pour une conférence de presse à l'hôtel Colbert. (**La Vérité, p. 3**)

### Politique interne

#### MEMORANDUM DE STABILITE : LE PRESIDENT LIVRE SON OPINION

Le Président de la République a profité de son passage à l'hôpital HJRA pour s'exprimer sur le Mémoire de stabilité. « Des pourparlers ont eu lieu avec comme objectif de convaincre les députés de soutenir les projets présidentiels, lesquels représentent un engagement du Chef de l'Etat envers la population. D'ailleurs, ces programmes ont été validés par l'Assemblée nationale et le gouvernement... Maintenant, certains politiciens cherchent à fonder une nouvelle majorité, mais une majorité autour de quel programme ? », s'interroge le Président. Et de poursuivre que « Mémoire de stabilité ou pacte de responsabilité, l'objectif est le même, celui de recadrer les rôles de chaque institution et les responsabilités de chaque autorité élue, conformément à la Constitution. En signant ce mémorandum, les parlementaires s'engagent à respecter un minimum de discipline, notamment par rapport à l'adoption des lois au niveau de l'Assemblée nationale, et la mise en œuvre des programmes présidentiels. Autrement dit, ce mémorandum s'apparente à un « pacte de non-agression » pour éviter une nouvelle friction entre la Présidence et l'Assemblée nationale. Pour conclure, le Président a assuré que 90 députés ont déjà signé le document en question, sachant que l'approche individuelle a été adoptée au lieu d'une approche par parti. (**Midi Madagasikara p. 3 ; L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; La Gazette de la Grande Île, p. 5**)

- Le dossier « Mémoire de stabilité » est donc presque clos. Pourtant, les chefs de file du groupement de l'opposition, en l'occurrence l'Alliance républicaine de Madagascar ou ARMADA, n'ont pas encore décidé de leur décision par rapport à cette initiative. En même temps, les députés des partis politiques la composant ont déjà signé le document. Le cas est

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



valable pour les députés des groupements MAPAR et VPM-MMM et du parti Hiaraka Isika. A propos de ce dernier, le clash est mal vécu. En effet, les 6 députés élus de cette formation politique auraient tous signé le Mémorandum. L'un d'entre eux justifie qu'il n'était pas obligé de demander l'avis du président de son parti, s'agissant ici d'une approche individuelle. (**Midi Madagasikara, p. 3**)

- Comme les députés issus du groupement MAPAR et du parti TIM n'ont pas signé le document, la question se pose de savoir si les problèmes de majorité au sein de l'Assemblée nationale seront réglés pour autant. D'ailleurs, une équipe de députés ont déjà approché les présidents de partis politiques et affirment être en mesure de réunir 100 députés en échange de 20 milliards d'Ariary. (**Tia Tanindrazana, p. 2**)
- Si le pacte de responsabilité continue de faire polémique et que son contenu reste flou, certains juristes estiment qu'il est nécessaire de s'adresser directement à l'auteur de la décision, à savoir la Haute Cour Constitutionnelle pour y remédier. Le juriste Firiana Ranesa précise effectivement qu'il est tout à fait possible de faire un recours à l'interprétation auprès de cette Haute Cour. Dans tous les cas, seuls 5 députés sur les 90 signataires affirment avoir pris connaissance du Mémorandum, qui reste jusqu'à aujourd'hui introuvable. (**Les Nouvelles, p. 3**)
- Les forces politiques en présence doivent obligatoirement se mettre autour d'une table afin d'accoucher un contrat fort à travers lequel ils assument leurs responsabilités tout en garantissant la stabilité. Tel est le sens du pacte de responsabilité tel que l'a envisagée par la Haute Cour Constitutionnelle. Seulement, le fameux pacte n'a même pas vu le jour que voilà, on glisse avec insistance une deuxième proposition qui se démarque totalement du Pacte de responsabilité. Or, on fait croire tacitement que Pacte et Mémorandum ne font qu'un. En lieu et place du Pacte de responsabilité, on fait accepter le Mémorandum de stabilité. En somme, les tenants du régime attendent les controverses, souligne l'édito de **La Vérité (p. 2)**. En outre, Hery Rajaonarimampianina, restant obstinément sourd à l'appel au dialogue des députés frondeurs, choisit de soumettre à chaque élu, pris individuellement, un mémorandum de stabilité se présentant comme un contrat d'adhésion avec tout ce que cela comporte d'unilatéralité. A la manière dont elle a été constituée cependant, cette nouvelle majorité n'est pas très différente des précédentes : artificielle et éphémère, conclut le journal. (**p. 3**)
- La signature de ce Mémorandum n'engage en rien les députés. Autrement dit, le député n'est pas obligé de voter pour un projet qu'il n'approuve pas ou qui ne bénéficie pas à la population. Telles ont été les confidences d'un député au cours d'une interview accordée à **Madagascar Matin (p. 2)**
- Rabekijana Solofo Hery, député du parti TIM a émis l'avis que « le sort réservé par les députés au Mémorandum de stabilité dépendra de l'issue de leur entretien avec le Président de la République et non pas de la signature qui y ont été apposés par quelques députés pris de façon individuelle ». (**Takoritsika, p. 2**) A la **p. 3**, le journal rapporte les propos de Rivo Rakotovoao, président du parti HVM et ministre de l'Aménagement du territoire affirmant que les politiciens qui ne veulent pas soutenir le programme de développement du Président de la République

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





*stipulé dans le Mémorandum doivent s'ériger en opposants officiels.*

### **LE PREMIER MINISTRE SUR UN SIEGE EJECTABLE ?**

*A constater la situation, le fameux pacte de responsabilité est au centre de la discorde dans la mesure où, d'après les bruits de couloir, certains passages de ce mémorandum mettront fin au mandat du gouvernement actuel. Le gouvernement Ravelonarivo est donc sur la corde raide avec cet imminent remaniement gouvernemental. Néanmoins, les multiples interventions du Premier ministre Jean Ravelonarivo raffermissent sa position et celle de son équipe. En effet, le Général Jean Ravelonarivo ne pense pas qu'un tel remaniement soit opportun. (Les Nouvelles, p. 3)*

- *Le Premier ministre a déjà émis sa position contre d'éventuels changements au sein du gouvernement. Il est, d'ailleurs, le seul membre de l'Exécutif à faire tout son possible pour faire bonne figure auprès de la population. presque tous les membres du gouvernement se font discrets même durant des événements très importants pour la population. (Madagascar Matin, p. 2)*
- *Le président du groupement parlementaire MAPAR II, Famindra Justin, estime qu'aucun développement n'est possible si une institution passe son temps à chercher des moyens pour faire chuter l'autre. Les politiciens doivent apprendre à patienter jusqu'aux élections. (L'Observateur, p. 5 ; Takoritsika, p. 7)*

### **ATTAQUE DE DAHALO, PATRIMOINE INCENDIÉ : L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT SÉRIEUSEMENT EBRANLÉE**

*En une journée, deux événements ont mis à mal deux grands symboles. L'armée, qui incarne l'intégrité et la souveraineté nationale déstabilisée par le décès de 8 de ses éléments lors d'un échange de tirs avec des voleurs de bovidés à Ankazoabo Sud, et le « Rova » d'Ambohidratrimo, symbole du patrimoine culturel matériel de Madagascar, parti en fumée. Piqué au vif, le Président de la République a réagi de manière inhabituelle devant la mort de ces militaires tombés sous les balles des bandits. Constatant de visu les dégâts à Ambohidratrimo, hier, le Premier ministre a également évoqué un acte de déstabilisation. La conjoncture politique serait alors la source des maux actuels, dans la mesure où ces événements coïncident avec la réception par le Président de la République du Mémorandum de stabilité comportant la signature des députés membres de ce que sera la Nouvelle majorité présidentielle. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Madagascar Matin, p. 3)*

- *Le locataire du palais d'Iavoloha considère ces attaques des « dahalo » comme « de la provocation contre la souveraineté nationale et contre les Forces armées, des actes de déstabilisation visant à défendre les intérêts de quelques individus que l'Etat ne tolérera pas ». (Midi Madagasikara p. 3)*
- *Les députés issus de la région Sud de l'île ont dénoncé certaines irrégularités pouvant être à l'origine des actes des « dahalo ». Entre autres, la prolifération des armes provenant des opérateurs étrangers dans la région, en ce sens où les pierres précieuses sont échangées contre des armes à feu par des opérateurs sri-lankais. (Madagascar-Laza, p. 3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





- *Le Général Béni Xavier Rasolofonirina, Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée malgache défend ses hommes tombés sur le champ de bataille. Selon lui, ces hommes n'étaient ni des novices ni en manque d'entraînement, et faisaient partie de l'opération « Fahalemana ». Ils ont été sélectionnés par les Chefs de corps et figurent parmi les meilleurs. (L'Express de Madagascar, p. 5)*

#### **MARC RAVALOMANANA : IST ET MANDAT D'ARRET NON EFFACES**

*L'ex Chef d'Etat Marc Ravalomanana a dû attendre une heure à l'aéroport d'Ivato avant de pouvoir prendre son vol à destination de La Réunion le 26 août dernier. Et pour cause, les deux interdictions de sortie du territoire et les deux mandats d'arrêts délivrés à l'encontre de l'ancien Président à l'époque de la période transitoire, sont toujours enregistrées dans les ordinateurs de la Police de l'Air et des Frontières à Ivato. (Midi Madagasikara p. 2) En laissant Marc Ravalomanana libre, le régime en place semble jouer la carte de l'apaisement politique, de la réconciliation nationale ; et dans la même foulée, sur la sensibilité de la Communauté internationale et des bailleurs de fonds. (Takoritsika, p. 3)*

#### **DECLARATION DE PATRIMOINE : 14 MINISTRES ET 62 DEPUTES EN REGLE**

*La déclaration de patrimoine constitue une obligation pour les membres des institutions de la République dont le gouvernement et l'Assemblée nationale. Jusqu'à hier, 14 membres du gouvernement sur 32, parmi eux le Premier ministre ainsi que 62 parlementaires sur 151 se sont déjà pliés à cette procédure. En tout cas, le dépôt de déclaration de patrimoine reste ouvert à la Haute Cour Constitutionnelle. (Midi Madagasikara p. 2)*

### Economie et société

#### **COLLINE D'AMBOHIDRATRIMO : INCENDIE CRIMINEL CONTRE LES CAVEAUX ROYAUX**

*Un violent embrasement nourri de produits inflammables s'est emparé des caveaux royaux laissant la désolation régner sur la colline. « La piste criminelle est privilégiée. Un bidon ainsi que des bouteilles en plastique ayant contenu du pétrole ont été découverts sur place, d'après les confidences du commandant de la brigade de la gendarmerie. La gardienne de ce patrimoine national depuis une trentaine d'année voit cet acte comme du vandalisme pur et simple, bien que le mystère reste entier sur le mobile du crime. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 9 ; Les Nouvelles, p. 13 ; Madagascar-Laza, p. 6 ; Takoritsika, p. 3)*

- *La ministre de la Culture et de l'Artisanat, Brigitte Rasamoelina, parle d'une atteinte aux valeurs et aux coutumes et aux traditions malgaches. Elle a mis l'accent sur l'importance de défendre bec et ongles les valeurs culturelles, l'artisanat et le patrimoine malgache. D'après elle, peu importe la sécurité ou le nombre de militaires mis à l'œuvre pour les protéger, les actions de préservations ne serviront à rien, si au fond, les citoyens ne sont pas conscients de leur importance. (L'Express de Madagascar, p. 11) La ministre n'a daigné s'informer de la réalité sur place qu'après cet incendie, d'où cette déclaration de la première responsable du site : « Il est toute de même désolant de constater que les autorités ne s'intéressent à ce site uniquement parce qu'il y a eu incendie, critique La Gazette de la Grande Île (p. 3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





- *Qui en seraient les auteurs ? Pour le moment, les enquêteurs ne privilégient aucune piste. D'ailleurs, s'il y en a, saurait-on un jour la véritable motivation des pyromanes ? Autant de questions que se pose l'éditorialiste de Madagascar-Laza (p. 2)*

### **RAPT CONTRE RAFIK JAFFARALY : TROIS RAVISSEURS PRIS AVEC UNE PARTIE DE LA RANÇON**

*Traqués pour le rapt, trois kidnappeurs ont été arrêtés et seront traduits ce jour devant le parquet du Tribunal d'Anosy. Plus de vingt millions d'Ariary ont été saisis, avec le véhicule monospace à bord duquel la victime a été embarquée lors de son enlèvement. L'action de la police a été déclenchée seulement après que l'otage ait été libéré. La famille de la victime n'a pas porté plainte, mais cela n'a pas été un obstacle pour démanteler cette bande de kidnappeurs. (L'Express de Madagascar, p. 6 ; Les Nouvelles, p. 5 ; Madagascar-Laza, p.3 ; L'Observateur, p. 7 ; La Vérité, p. 5)*

- *La quatrième section de la Brigade criminelle a dénoncé le présumé commanditaire des actes d'enlèvements de ces derniers temps. Pour le cas de l'Indo-pakistanaise propriétaire du magasin Conforama, le présumé cerveau du rapt est un administrateur civil. La géolocalisation et des appels téléphoniques ont beaucoup aidé pour l'identification et l'arrestation des ravisseurs. Autre fait marquant, le bureau de cette quatrième section de la Brigade criminelle, celle qui est saisie de ces affaires de kidnapping située à Anosy, a été victime d'un vol par effraction, mais aucun dossier n'a été dérobé. (Midi Madagasikara, p. 19 ; Tia Tanindrazana, p. 2) Selon Les Nouvelles, le ou les cambrioleurs qui s'en sont pris au bureau de la Brigade Criminelle étaient à la recherche de dossiers liés à la série de kidnappings de ces derniers jours. (Les Nouvelles, p. 5)*
- *La Police a pu mettre la main sur les ravisseurs dès lors que la rançon a été versée. Ceci laisse directement penser qu'un officier des forces de l'ordre et peut-être même tout un réseau d'éléments corrompus est impliqué au plus haut degré dans cette affaire. Aucun ravisseur ne prendrait le risque de se promener avec 20 millions d'Ariary quatre jours après le paiement de la rançon et d'autant plus, à bord d'une petite cylindrée. Au final, toute cette affaire est du grand cinéma mais certainement pas du grand art, déduit Madagascar Matin (p. 3)*

### **PESTE A MORAMANGA : LE MINISTERE DE LA SANTE MINIMISE LE DANGER**

*Le Président Hery Rajaonarimampianina assure que l'épidémie de peste à Moramanga est maîtrisée, il n'y a donc plus rien à craindre et les voyageurs peuvent traverser sans souci le carrefour de Moramanga. Autrement dit, aucune mesure n'est prise pour empêcher d'autres contaminations. Le médecin traitant du Centre hospitalier de Référence du District de Moramanga, a confirmé, pourtant, le décès de deux autres personnes dont l'une dans la ville et l'autre dans la périphérie. A entendre le médecin, ces sujets étaient issus de la même famille que les précédents. Le médecin ne cache pas ainsi son inquiétude face à la situation. Il craint que l'épidémie ne se soit déjà propagée dans les villes voisines. (L'Express de Madagascar, p. 8 ; Les Nouvelles, p. 4 ; Madagascar-Laza, p. 2 et 6)*

- *Le projet minier Ambatovy se mobilise face à l'urgence de la situation à Moramanga. Des dons de médicaments contre la peste ont été remis, hier aux autorités sanitaires locales, dans le but d'appuyer la lutte. Ces médicaments constituent une première vague, mais sont suffisants pour traiter plus d'un millier de cas. (Les Nouvelles, p. 4 ; La Gazette de la Grande Île, p. 7)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





## **ATTAQUES CONTRE LE SYNDICAT DES ADMINISTRATEURS CIVILS : THIERRY RAKOTONARIVO REpond**

*Les assises du corps des administrateurs civils ont tiré à boulets rouges sur le syndicat des administrateurs civils, en réclamant sa suspension ou la cessation de ses activités ainsi que la fin du recrutement sur titre. Le président du syndicat, Thierry Rakotonarivo rétorque que le corps des administrateurs civils n'a pas d'existence juridique car il s'agit aussi d'une organisation distincte de celui du syndicat. Aussi, à l'instance décisionnelle du syndicat demeure son assemblée générale qui se tiendra à Morondava au début du mois d'octobre. Toutefois, le bureau attend la saisine par ce corps et se réunira la semaine prochaine. (La Gazette de la Grande Île, p. 4)*

### **Femmes**

**L'Express de Madagascar, (p. 14 et 15)** consacre un magazine au thème de la grossesse précoce intitulé « Une dure bataille à mener à bien. » Le journal livre le témoignage de mères célibataires mineures qui ont été poussées à se livrer à des rapports sexuels non protégés en raison principalement de la situation familiale dans laquelle elles se trouvaient. Un chirurgien réparateur des fistules obstétricales et responsable de l'hôpital Vaovao Mahafaly, évoque les conséquences néfastes sur la santé de la reproduction liées à la grossesse précoce. Des sous-thèmes tels la contraception et le contenu du rapport de l'Unicef intitulé « les jeunes à Madagascar ; faits et chiffres » réalisé en 2011, sont également divulgués, mentionnant que la proportion des jeunes filles de 15 à 19 ans devenues mères habitant la région Sud-Ouest est de 48,1%. Elle est de 45,4 % dans la région Ihorombe et de 45,2 % dans la région Sava. Dans l'Analamanga, cette proportion est plus ou moins faible par rapport aux autres régions, étant de 13,7%. Le Fonds des Nations Unies pour la Population mène une campagne de lutte contre le mariage et la grossesse précoces sur tout le territoire depuis le mois de juin, prenant pour cible les leaders traditionnels, les autorités civiles et judiciaires ainsi que les parents.

### **Politique étrangère**

#### **COMMERCE : MADAGASCAR AU FORUM 2015 DE L'AGOA**

*Le gouvernement du Gabon et les Etats-Unis co-organisent à Libreville, du 24 au 27 août 2015, le Forum 2015 de l'AGOA. Le Gabon est le premier pays d'Afrique centrale à accueillir ce forum. (Madagascar Matin, p. 6)*

### **Format de couverture**

- **Le dossier « Reflet »** paru dans **Les Nouvelles (p. 9 à 16)** comporte différentes rubriques, à commencer par la politique, avec ce titre : « L'Etat en mal de popularité », dans lequel le journal affirme que l'instabilité institutionnelle continue de faire rage au pays. Et alors que le régime est toujours en quête de stabilité, notamment par le biais de la recherche d'une majorité au sein de l'Assemblée nationale, les adversités se multiplient et son image s'en trouve de plus en plus écornée. Outre les crises syndicales, se référant notamment aux mouvements observés par les enseignants-chercheurs et les agents de la société d'approvisionnement en électricité JIRAMA ; l'insécurité reprend de l'ampleur. D'aucuns n'hésitent pas à faire le lien entre la conjoncture

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



politique ambiante et ces divers phénomènes. En attente d'une solution miraculeuse, le Président préside, le premier ministre baigne dans les tournées pour prendre la température et les députés bruissent dans les couloirs de l'Assemblée. Sur le plan économique, Madagascar rattrape des décennies car n'ayant pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le pays se lance désormais vers les Objectifs de Développement durable pour une nouvelle échéance de 15 ans. Dans la même foulée, les prix des denrées alimentaires repartent à la hausse sur le marché local. L'aspect social du dossier « Reflets » concentre son analyse sur les jeunes malgaches, avec des sous-thèmes comme la dépendance aux stupéfiants et le mariage précoce des jeunes filles.

- **Deux dessins humoristiques signés du caricaturiste Elisé Ranarivelo**, avec légendes à l'appui, porte l'attention des lecteurs sur le président de l'Assemblée nationale, Jean Max Rakotomamonjy. Globalement, l'homme est présenté comme un caméléon, ce reptile vivant au parc zoologique de Tsimbazaza (quartier où se situe d'ailleurs l'hémicycle de l'Assemblée nationale), et ayant la faculté de changer tout le temps de couleur en fonction de l'environnement et suivant le mouvement des vents. « Quand ce caméléon veut soutenir la motion de déchéance du Président de la République, il prend tantôt la couleur orange, comme le tee-shirt du groupement politique MAPAR, tantôt le bleu-vert-jaune comme celle du billet de 10.000 Ariary ressemblant au logo du parti TIM. Mais quand il veut se confondre avec les pro-HVM, ses ennemis d'hier, il se transforme en bleu ». (**L'Observateur**, p. 2)
- **Dans sa une, Tia Tanindrazana (p. 3) accuse ouvertement le régime en place d'avoir arnaqué le peuple** dans le titre de son article. Plus loin, le journal confirme sa position politique et invite les tenants du pouvoir, avec les photos du Président de la République et du président du parti HVM à l'appui, de « **dégager** » s'ils n'ont pas la compétence nécessaire pour gouverner le pays.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Un peu d'humour



L'Observateur, p. 1

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Honorine RAMISARIVelo: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

